



Le rôle des investissements directs étrangers entrants et sortants en Chine : une appréciation

Thierry Pairault

► **To cite this version:**

Thierry Pairault. Le rôle des investissements directs étrangers entrants et sortants en Chine : une appréciation. Région et Développement, L'Harmattan, 2010, 31 (1), pp.119-142. <halshs-00982768>

HAL Id: halshs-00982768

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00982768>

Submitted on 24 Apr 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

— NOTE ET DOCUMENT —

**LE RÔLE DES INVESTISSEMENTS DIRECTS
ENTRANTS ET SORTANTS EN CHINE :
UNE APPRÉCIATION**

Thierry PAIRAULT *

***Résumé** – Cet article se propose de décrire les flux et stocks d'investissement directs en Chine, entrants et sortants, et de tenter d'apprécier ce qu'ils pourraient révéler du processus de développement actuel. Il tend à montrer notamment les difficultés que ce pays rencontre à acquérir les techniques modernes qu'il recherche.*

Mots-clés : CHINE, INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS, DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, TRANSFERT TECHNOLOGIQUE

Classification JEL : O14, O25, O53, F23.

* Directeur de recherche au CNRS, Centre d'études sur la Chine moderne et contemporaine, École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS). Mail : pairault@ehess.fr

La Chine est devenue depuis peu exportatrice de capitaux et a même institué un fonds souverain qui défraie la chronique depuis mai 2007. Ce comportement serait assez extravagant si la Chine – pays à bas salaires – connaissait un niveau de productivité comparable à celui des pays les plus développés ; en revanche cette conduite semble parfaitement raisonnable si, cantonnée à une croissance essentiellement extensive, la Chine entend pallier les faibles rendements – en particulier dans le secteur public (Dollar et Wei, 2007) – d'un capital investi souvent de manière superfétatoire comme le révèlent de nombreux projets locaux que seule leur redondance distingue. De ce point de vue, le « miracle » chinois est aussi celui d'un pays encore sous-développé obligé de « financer le développement » des pays les plus développés dans l'espoir que son retard technologique ne s'aggrave pas et, partant, n'obère pas ses propres chances de développement.

Dans une première section, nous présentons les données statistiques permettant d'apprécier l'importance de l'investissement direct en Chine. La seconde et troisième sections abordent respectivement la question de l'impact de cet investissement et celle de sa signification en matière de développement et de dépendance extérieure. Dans une quatrième et cinquième sections, nous présentons les chiffres de l'investissement chinois à l'étranger et, en incise, ceux de l'investissement en Afrique. Enfin, dans une dernière section, nous montrons que les investissements chinois à l'étranger sont le plus souvent dictés par une recherche des techniques les plus avancées.

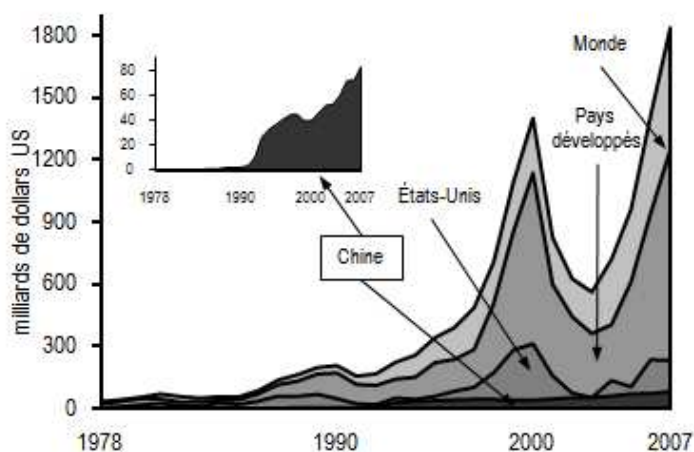
1. LES CARACTÉRISTIQUES DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER EN CHINE

Il y a plusieurs canaux pour acquérir des technologies auprès des pays développés qui concentrent près de 80% de la recherche et développement entreprise dans le monde. La plus élémentaire est l'acquisition des équipements désirés par simple importation, toutefois certaines techniques peuvent être soumises à restriction comme celles des armements les plus modernes. Déjà plus sophistiquée est la pratique de la sous-traitance impliquant que le donneur d'ordre transfère lui-même les techniques d'assemblage appropriées en profitant en général d'une main-d'œuvre abondante et bon marché. Ensuite, il y a l'acquisition de licences, de brevets... ce qui suppose non seulement que les compétences humaines soient déjà disponibles, mais encore que le pays acquéreur puisse faire face au paiement de *royalties* parfois considérables. Enfin, il y a l'investissement direct étranger (IDE) qui regroupe pour le bénéficiaire les avantages mais souvent aussi les inconvénients des méthodes précédentes.

La Chine ne s'est éveillée que très tardivement aux IDE. C'est « le voyage dans le sud » au printemps 1992 – au cours duquel Deng Xiaoping a fait nombre de discours destinés à rassurer les investisseurs étrangers – qui a lancé la grande vague des IDE. N'oublions pas toutefois de nous souvenir que c'est aussi à ce moment que s'envole mondialement l'IDE. Quinze ans plus tard, en 2007, selon la CNUCED (2008), la Chine a ainsi attiré 83,55 milliards de dollars d'investissement (contre 11 milliards en 1992), pour un stock de plus de

470 milliards de dollars. Les premières estimations chinoises pour 2008 font état d'une croissance de 23,6% en dépit d'une chute en fin d'année consécutive à la conjoncture mondiale. À l'aune du monde et à celle du poids de la Chine, ces résultats restent toutefois modérés comme le montre la figure 1.

Figure 1. L'IDE dans le monde (1978-2007)

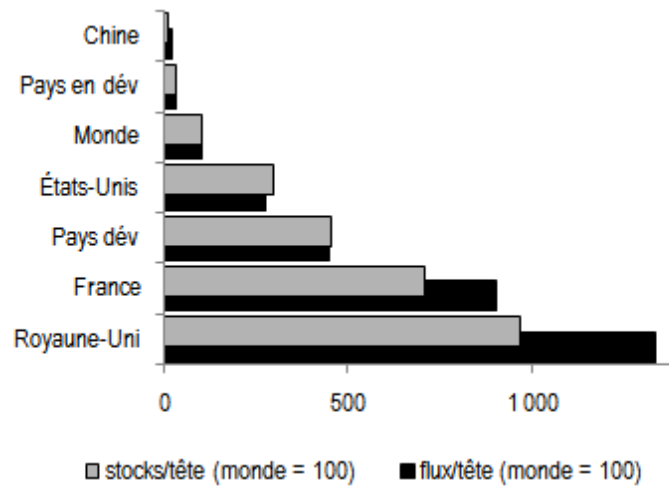


Source : Base de données en ligne de la CNUCED.

Les économies développées absorbent 68% de l'IDE global en 2007, ce qui correspond à un partage moins inégalitaire que peu de temps auparavant quand elles recevaient au moins les trois quarts des flux annuels d'IDE. Les États-Unis, longtemps la destination privilégiée, avec 12,7% en 2007 n'arrivent au premier rang que de peu devant le Royaume-Uni (12,2%) et loin devant la Chine (4,5%) laquelle est précédée par la France (8,6%), le Canada (5,9%) et les Pays-Bas (5,4%). En termes de stocks, les pays développés recèlent plus de 70% des IDE réalisés de par le monde au cours de ces trente-cinq dernières années – les trois premiers pays détenteurs étant les États-Unis (13,7%), le Royaume-Uni (8,9%) et la France (6,7%). La Chine arrive au dixième rang (2,1%) juste derrière le Brésil (2,2%).

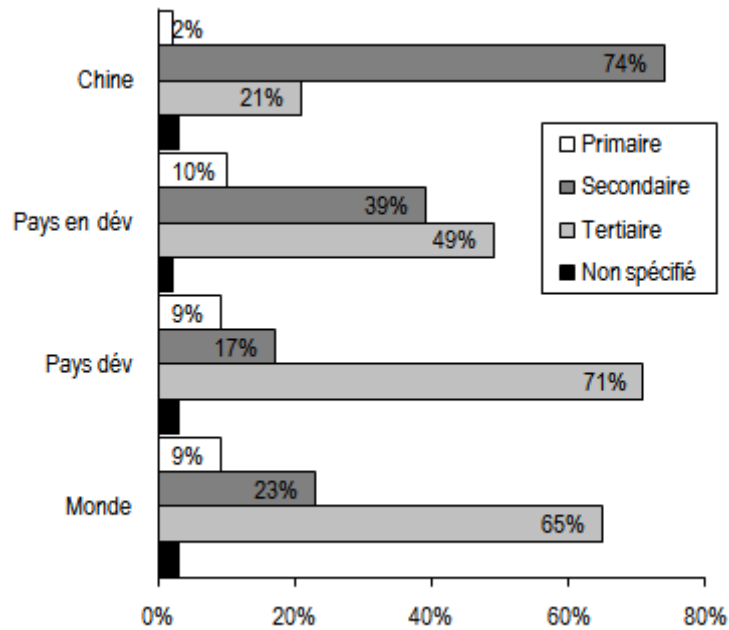
En termes d'investissement direct par tête, la Chine est renvoyée parmi les économies les moins développées (voir figure 2). Si la moyenne mondiale est à l'indice 100, les chiffres de la CNUCED établissent la moyenne des économies en voie de développement à l'indice 34 en termes de flux annuel par tête et à 35 en termes de stocks accumulés par tête. Ces indices sont, respectivement, de 23 et de 11 pour la Chine ; autrement dit, en 2007 elle a reçu par habitant les deux tiers de ce que les pays en développement ont reçu en moyenne, et ne dispose que du tiers du stock d'IDE par habitant de ces pays. Relativement à la Chine, en 2007, un habitant des pays développés a reçu en moyenne vingt fois plus d'IDE et dispose d'un stock quarante fois supérieur.

Figure 2. IDE : Stocks et flux par tête en 2007



Source : Base de données en ligne de la CNUCED.

Figure 3. Répartition sectorielle des IDE



Source : Calculs d'après World Investment Report 2004 (WIR, 2004: Statistical Annex).

L'importance de l'IDE ne doit pas non plus occulter leur destination relativement aux autres pays. Alors que la tendance générale de l'IDE, tant dans les pays développés que dans les pays en voie de développement, est de promouvoir le secteur tertiaire (voir figure 3), en Chine l'orientation est inverse puisque les trois quarts de l'IDE s'engouffrent dans le secteur secondaire¹. C'est l'absence d'ouverture du secteur des services, en particulier des services financiers et touristiques en Chine, qui renforce encore sa spécialisation industrielle comme « atelier du monde ». La part investie en 2007 dans le secteur tertiaire chinois résulte pour plus de la moitié d'investissements dans le secteur immobilier (16,5%) – qui alimente la spéculation immobilière –, les services aux entreprises (3,9%), les transports et communications (2,4%) et les services financiers (1,8%). Toutefois la Chine observant les engagements pris lors de son adhésion à l'OMC, cette situation n'est pas inéluctable bien que l'avance prise par des pays comme l'Inde semble difficile à rattraper.

Tableau 1. Origine de l'IDE en Chine
(en % du stock en 2007)

Hong Kong	39,0
Îles Vierges, Caïmanes, Samoa, Maurice...	13,0
Japon	7,8
États-Unis	7,2
Taiwan	5,8
Corée du sud	4,9
Singapour	4,2
Royaume Uni	1,9
Allemagne	1,8
France	1,1
Autres	13,3

Sources : Bases de données en ligne du MOFCOM et de ZTZ.

Pour comprendre pleinement la situation chinoise, il convient également d'apprécier l'origine de son stock d'IDE (voir tableau 1). On note en premier lieu l'importance de l'Asie puisque près des deux tiers (64,2%) du stock d'investissement étranger accumulé fin 2007 en Chine viendrait de cette région. À côté du Japon (7,8%), de Taiwan (5,8%) et de la Corée du sud (4,9%), on remarque en particulier la présence écrasante de Hong Kong (39%). Si on ajoute à l'IDE émanant de ce dernier, celui en provenance des Îles Vierges britanniques, des Îles Caïmans, de l'Île Maurice, des Îles Samoa occidentales (13%) ainsi que celui venu de Singapour (4,2%), ce sont près de 60% de l'IDE qui ont pour origine des pays ou territoires souvent classés comme paradis bancaires, judiciaires et fiscaux.

Cette situation révèle un phénomène qu'il est convenu de désigner sous le terme anglo-saxon de *round-tripping*. Ce genre d'aller et retour correspond à la

¹ Les chiffres du ministère chinois du commerce (MOFCOM) diffèrent légèrement ; la structure moyenne du stock d'IDE par secteur pour la période 2000-2007 est 2% (primaire), 65-70% (secondaire), 30-35% (tertiaire).

sortie du territoire chinois de capitaux nationaux ou au non-rapatriement de gains qu'une entreprise fait transiter à travers une juridiction accommodante afin qu'à leur retour ces capitaux et gains puissent s'investir conformément au traitement préférentiel réservé aux investissements étrangers.

Ce fait nous suggère plusieurs remarques. Le montant de l'investissement direct véritablement étranger est nettement moindre que les statistiques chinoises ne le laissent entendre. Selon Xiao Geng (2004), l'investissement fictivement étranger pourrait s'élever à 50% de l'IDE tel que les services statistiques chinois l'évaluent. Cette estimation ne signifie pas que ces « allers et retours » se feraient uniquement dans les territoires évoqués précédemment. D'autres pays font tout autant office de « paradis fiscal » comme les États-Unis qui appliquent aux sociétés non résidentes un régime fiscal dérogatoire tel qu'il conduit à un niveau d'imposition anormalement bas. Toujours selon Xiao Geng (2004), les entreprises chinoises aux États-Unis retireraient de ce régime de tels bénéfices que 62% de l'IDE en provenance des États-Unis pourraient relever du *round-tripping*. Mais nombre d'experts, comme ceux de l'OCDE, retiennent en revanche une évaluation bien moins considérable selon laquelle cette procédure ne concernerait que 20 à 30% des IDE (OCDE, 2008). Les travaux de Zeng Zhiming et Yue Yiding (2009) ainsi que de Tian Mengqing (2008) semblent converger autour de 25%.

2. QUELS IMPACTS DE L'IDE SUR LES ENTREPRISES LOCALES ?

En conséquence de l'importance de cette dernière pratique comment évaluer l'influence de l'IDE sur le tissu économique local ?

• Il est notoire que le gouvernement chinois a encouragé l'investissement direct étranger pour promouvoir la réforme des entreprises d'État comme en atteste une série de directives et de règlements à commencer par la décision provisoire relative à l'utilisation de capitaux étrangers par les entreprises d'État pour restructurer leurs actifs (14 septembre 1998) dont l'intitulé est explicite (ZTZ, 2006). Également significatif est la promulgation le 8 novembre 2001 des Recommandations relatives aux capitaux étrangers et aux entreprises cotées qui autorisent la vente de « coquilles » (CE, 2002)². Liu et Wang (2009), exploitant des données pour la période 1996-2004, montrent que les entreprises publiques nécessiteraient pour fonctionner un endettement plus important que les entreprises à capitaux étrangers, en particulier un endettement à long terme en moyenne quasiment double³. Dans de telles conditions, on peut comprendre que la tentation soit forte de faire un aller-retour hors des frontières pour lutter à armes égales avec leurs concurrentes étrangères présentes sur le sol chinois. Les auteurs suggèrent qu'aujourd'hui les entreprises à capitaux privés pourraient être tentées de « sortir du territoire » (*zouchuqu*) comme elles y sont incitées par le gouvernement chinois mais moins dans l'intention d'investir à l'étranger que dans celle de revenir déguisées en entreprises étrangères comme leurs sœurs du secteur public.

² Une liste de ces textes est donnée par Jin Bosheng (2006).

³ Pour être complet, on ajoutera que le système comptable chinois aggrave ce phénomène.

Si donc le phénomène est avéré, en revanche il n'est pas facile d'en mesurer l'impact exact. Pour certains secteurs comme celui de l'automobile par exemple, il semble apparemment aisé d'établir une typologie et de distinguer entre entreprises entièrement publiques, entreprises à capitaux publics, entreprises privées et entreprises à capitaux (véritablement) étrangers (Richet, 2008). En revanche, il est à peu près impossible de mesurer l'impact sur la restructuration du secteur d'État quand celle-ci résulterait d'un aller-retour de capitaux chinois.

On sait que le gouvernement chinois a dû promulguer en 2002 une directive provisoire sur l'usage des capitaux étrangers pour réformer les entreprises d'État (ZW, 2002) qui dénonçait l'utilisation qui en était faite et qui édictait des règles gênant avant tout les capitaux faussement étrangers (jia waizi). Il s'agissait, entre autres, de combattre ces « ventes pour en finir » (yi mai liao zhi) avec les entreprises d'État⁴ qui ont pu suggérer à Huang Yasheng le titre de l'ouvrage qu'il publia en 2003 : « Selling China. Foreign Direct Investment during the Reform Era ». La pertinence des conclusions de l'ouvrage ne doit cependant pas celer qu'il utilise des données désormais anciennes de quinze ans (chiffres de 1994 rassemblés lors du troisième recensement industriel entrepris en 1995) ce qui ne rend pas aisée une évaluation de la situation vue d'aujourd'hui car ces données concernent en priorité une période où les flux d'IDÉ à destination de la Chine commençaient à peine à décoller (voir supra figure 1). Pas davantage que d'autres études cet ouvrage ne permet de distinguer l'investissement faussement étranger participant activement à une forme de privatisation de l'économie de l'investissement véritablement étranger n'y participant éventuellement que par ricochet.

De fait la question devient quelque peu anecdotique dès lors que l'on peut conclure que l'objet de l'IDÉ est identique quelque soit son origine exacte (Huang, 2003). D'une manière plus générale Huang Yasheng suggère que l'IDÉ – au-delà de la question de l'origine – a été une alternative permettant de surmonter les tares du système financier (Huang, 2003) tant pour les entreprises privées ou quasi privées que pour les entreprises publiques car pour ces dernières accéder au crédit bancaire ne signifiait pas obligatoirement investir avec l'idée d'améliorer la compétitivité et la rentabilité. Ainsi la Chine offrirait donc un démenti aux théories économiques généralement admises puisqu'elle serait l'exemple même d'un pays qui, en dépit d'un système financier déficient, parvient à entretenir une croissance économique soutenue grâce sans doute à l'IDÉ (Guariglia et Poncet, 2006).

Certains travaux récents testent cette observation en utilisant la base de données *Enterprise Surveys* de la Banque mondiale et montrent que le recours à l'IDÉ serait un moyen de desserrer la contrainte exercée plus particulièrement sur les entreprises à capitaux privés par le système financier chinois (Héricourt

⁴ Précisons que ce mouvement de vente n'est pas le premier. Déjà en juillet 1998 le gouvernement avait dû intervenir pour arrêter une telle frénésie de ventes (mai qiye zhi feng). Toutefois, dans ce cas particulier, il s'agissait de la vente à l'encan des petites entreprises dont les autorités locales entendaient se débarrasser au bénéfice d'investisseurs chinois (Pairault, 2001, p. 10-11).

et Poncet, 2007). Le premier Livre bleu sur le développement des PME en Chine (Zhang et al., 2005) – qui exploite la même base de données – déplace de façon très instructive le problème du mode d'appropriation à celui de la taille des entreprises tant il est vrai que le problème aujourd'hui n'est plus tant la compétitivité du secteur public (comme au début des années 1990) que le financement des PME et plus spécialement des entreprises les plus petites⁵. Le Livre bleu observe que les PME – qu'elles soient publiques, semi-publiques, privées ou étrangères – considèrent à près de 70% connaître de graves entraves en matière de financement.

Toutefois des données complémentaires résultant d'une enquête du Bureau national aux statistiques soulignent que l'IDE n'occupe qu'une part très faible dans le financement de ces PME (3,6% du total de leur financement) même si son rôle croît significativement avec la taille des entreprises – tous statuts juridiques confondus. Tang Jianxin et Chen Dong (2009) sont allés plus loin. Ils ont testé les données relatives à des PME enregistrées à Shenzhen pour la période 2005-2007 et ont pu éclairer le rôle des relations politiques entretenues par ceux qui contrôlent ces entreprises. Leurs conclusions peuvent se résumer ainsi : dans le cas d'une entreprise à capitaux privés sans connexion politique, l'investissement étranger peut effectivement constituer une alternative de financement ; si au contraire celle-ci dispose des relations politiques ad hoc, l'investissement étranger n'est plus une alternative obligée même s'il peut aider à fluidifier la trésorerie. En revanche, les PME du secteur public n'ont aucunement besoin de recourir à l'investissement étranger pour ces motifs⁶.

• De fait, les IDE relèvent peu des objectifs expressément recherchés par le gouvernement central que résume le slogan qui fit florès après le « voyage dans le sud » de Deng Xiaoping en 1992 : échanger un marché contre des techniques (*yi shichang huan jishu*)⁷. Le bilan qu'en dressent les chercheurs chinois est assez défaitiste.

Qian et Yuan (2009) constatent un certain essaimage des techniques à partir de solutions clés en main mais notent une capacité d'absorption des techniques étrangères encore faible – ce qu'observent également Gong et Guo (2009). Exploitant des données de panel, Zhang et Liu (2004) montrent que l'effet de l'IDE est positif en ce qui concerne la diffusion des techniques mais est négatif en ce qui concerne la compétitivité des industries chinoises, tant et si bien que l'effet net de l'IDE est négatif. Toutefois, les entreprises du secteur privé seraient moins touchées que celles du secteur public. Deng Lu (2009) dit indirectement la même chose quand il constate que les effets d'entraînement de l'IDE bénéficient d'abord aux entreprises à capitaux étrangers dans les secteurs de haute technologie. Quant à Liu (2009), il conclut que l'effet de l'IDE n'est

⁵ Ce que montrait à l'envi l'affaire Sun Dawu (Pairault, 2004).

⁶ C'est la leçon que m'avaient enseignée mes entretiens de 2005 avec les responsables des entreprises AOSIDI (Yunnan) et Wannian (Shandong). Pour une approche plus générale, on pourra se référer à l'article déjà ancien de Huchet et Richet (2002) repris in Huchet et al. (2007).

⁷ La première apparition de cette expression dans le Quotidien du Peuple date du 1^{er} avril 1985. Elle ne réapparaît ensuite que sept ans plus tard, le 21 janvier 1992, soit trois jours après le début de la tournée de Deng Xiaoping dans le sud. Par la suite, cette formule resurgit de temps en temps mais trop peu fréquemment pour qu'on puisse la considérer comme un véritable slogan.

pas très important (bu tai da) même si l'on note des différences selon les régions.

D'autres auteurs semblent plus catégoriques encore. Xu et Lu (2008), en exploitant des données de panel relatives à 35 branches du secteur manufacturier pour la période 2001-2006, mettent en évidence que l'IDE n'aurait aucun effet d'entraînement en matière d'innovation technique. En revanche, l'embauche de techniciens et les dépenses de R&D seraient beaucoup plus significatives des progrès accomplis plus particulièrement dans les industries fortement capitalistiques. Zheng, Zhang et Wu (2009) utilisent un modèle à correction d'erreur pour tester les retombées technologiques de l'IDE en Chine de 1986 à 2006. Eux aussi concluent à une absence d'effet d'entraînement. Chen (2009) entreprend un test empirique exploitant l'hypothèse de Solow et conclut que l'échange d'un marché contre des technologies avancées ne se serait pas réalisé, et que la politique de modernisation technologique de la Chine fondée sur cet échange « n'a vraiment pas été un succès » (bing wei qude chengxiao). Cet auteur met particulièrement en cause l'établissement d'entreprises à capitaux 100% étrangers, forme juridique qui est aujourd'hui de plus en plus privilégiée par les investisseurs étrangers en Chine.

De nombreuses autres analyses moins récentes non rapportées ici tendent aux mêmes conclusions. Leur scepticisme unanime à l'égard de l'essaimage technologique que devait procurer l'investissement étranger n'est cependant pas le signe d'une remise en cause par le gouvernement chinois de la politique d'appel aux capitaux étrangers. Dans un discours prononcé le 28 mars 2009 devant le Forum de macroéconomie organisé par la revue *L'Observateur* sur le thème de la construction de la confiance (jian xin), Ma Yu – responsable de la recherche sur les IDE au ministère chinois du Commerce – rappelle avec conviction la nécessité pour la Chine de s'ouvrir aux capitaux étrangers pour accueillir les technologies étrangères indispensables à la modernisation de l'appareil industriel chinois (Ma, 2009).

Essaimage technologique plus restreint que prévu, alternative de financement éventuelle pour certaines entreprises à capitaux privées, les investissements étrangers pourraient avoir principalement été un mode – assumé et occulte – de restructuration des entreprises d'État.

3. IDE ET DÉVELOPPEMENT

La question que l'on peut alors se poser est de savoir dans quelle mesure l'investissement étranger (véritable ou supposé) a effectivement participé au développement économique et à la lutte contre la pauvreté. Les courbes de la figure 4 montrent que l'essor de la consommation rurale et urbaine « à prix comparables »⁸ est antérieur au décollage de l'IDE et se poursuit continûment depuis. Les travaux de Martin Ravallion explicitent clairement cette situation :

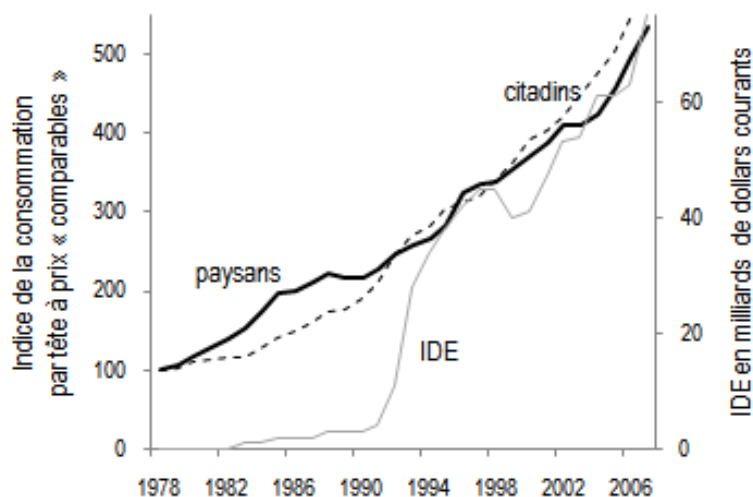
⁸ La méthode des « prix comparables », kebi jiage, une méthode statistique chinoise comparable dans l'esprit à celle des prix constants.

“China has made huge overall progress against poverty, but it has been uneven progress. In the 20 years after 1981, the proportion of the population living in poverty fell from 53% to 8%. However, there were many setbacks for the poor. Poverty reduction stalled in the late 1980s and early 1990s, recovered pace in the mid-1990s, but stalled again in the late 1990s. Half of the decline in the number of poor came in the first half of the 1980s. Some provinces saw far more rapid progress against poverty than others” (Ravallion et Chen, 2007).

“The boom in FDI was in the 1990s — after the bulk of the poverty reduction. Two-thirds of the decline in the number of people living under \$1 a day over 1981-2004 occurred in the period 1981-87; an astonishing 40% occurred in just the first three years of that period. Yet 80% of the FDI in China during the period 1979-2005 was from 1995 onwards, while only 15% of the decline in the number of poor (over 1981- 2004) occurred after 1995. FDI was clearly not the “magic bullet” that reduced poverty in China” (Ravallion, 2008).

Ces propos ne doivent pas être interprétés comme signifiant que l’investissement étranger n’aurait joué aucun rôle dans la lutte contre la pauvreté après le décollage de 1992. Que ce soit l’article de Zhang (2006) ou les tests empiriques plus récents entrepris par Wang et Pan (2009) ou Zhang et Zhou (2009), tous montrent que l’investissement étranger, parce qu’il génère de la production, participe à l’augmentation des revenus moyens de la population chinoise et donc à la lutte contre la pauvreté.

Figure 4. Consommation et IDE (1978-2007)

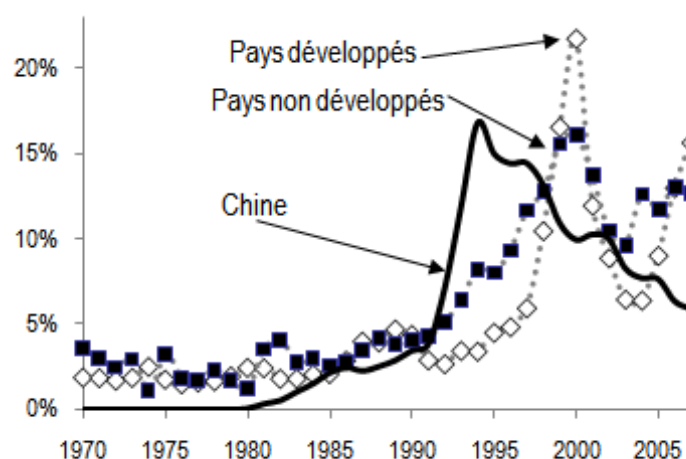


Source : Calculs d’après *Annuaire statistique de Chine 2008* (GTJ, 2008).

Toutefois, si nous nous plaçons du point de vue de la stratégie de croissance économique, d’autres constatations s’imposent. En termes de participation des IDE à la formation brute de capital fixe (FBCF), l’évolution de

la Chine est assez particulière. La figure 5 révèle que des années 1970 jusqu'au début des années 1990, les pays développés comme les pays non développés ont relativement peu recours aux IDE et que le taux de participation (c'est-à-dire le rapport entre l'IDE et la FBCF) s'élève légèrement sans dépasser les 4%. Puis, dès le début des années 1990, il y a une nette augmentation de cette participation pour toutes les économies en voie de développement mais particulièrement pour la Chine. Toutefois, ce rôle va commencer à s'émousser dès la fin des années 1990.

Figure 5. Taux de participation des IDE à la FBCF (1970-2007)



Sources : Base de données en ligne de la CNUCED et le *World Investment Report 2008* (CNUCED, 2008).

Aujourd'hui le rôle en Chine des IDE semble aller à contre-courant de la tendance générale à l'investissement dans le monde. Selon le *World Investment Report 2008* (CNUCED, 2008), le taux de participation des IDE à la FBCF chinoise aurait été de 5,9% en 2007, soit un taux beaucoup plus faible que celui de l'ensemble des économies de la planète (14,8%) qu'elles soient développées (15,6%) ou non développées (12,6%). L'interprétation de cette situation est toutefois délicate. Un taux de participation faible peut selon les pays ou les périodes signifier une certaine autonomie économique et financière ou bien un manque avéré d'attractivité.

Dans les lignes qui suivent, ce sont les statistiques chinoises qui sont utilisées – contrairement à la figure 5 qui privilégiait les données de la CNUCED à des fins de comparaison⁹. Les données chinoises permettent

⁹ En termes de tendance, les différences sont inexistantes ; les données chinoises relativement à celles de la CNUCED tendent à sous-évaluer le taux de participation des IDE à la FBCF. Pour les données chinoises utilisées voir ZTZ (2008).

d'observer que le taux de participation des IDE à la FBCF diminue continûment depuis 1993 passant de 12,1% à 4,6% en 2007 (figure 6). En revanche :

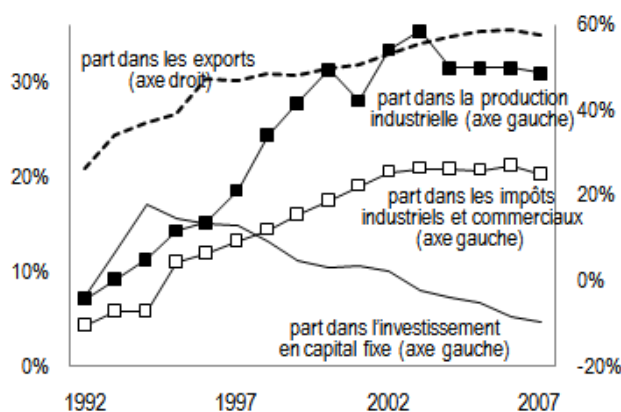
- la part des impôts et taxes industrielles et commerciales générés par les flux d'IDE en Chine est passée de 4,3% en 1992 à 20,2% en 2007 (sont exclus de ce calcul les droits de douane et les taxes foncières versés par les entreprises à capitaux étrangers implantées en Chine) ;

- la part des entreprises à capitaux étrangers (et supposément étrangers) dans la production industrielle est passée de 7,1% en 1992 à 30,9% en 2007 ;

- la part des entreprises à capitaux étrangers (et supposément étrangers) dans les exportations chinoises est passée de 26,4% en 1992 à 57,8% en 2007 (on constate une évolution semblable pour les importations dont la part est passée de 32,7% à 58,6%) ;

- la part de la main-d'œuvre urbaine chinoise travaillant pour des entreprises à capitaux étrangers¹⁰ (et supposément étrangers) s'élèverait en 2006 à 12% de la main-d'œuvre urbaine (migrants exclus) selon les statistiques du ministère du Travail (GTJ, 2006). Si on interprète correctement le chiffre énoncé par Ma (2009) (cf. supra), ce pourcentage pourrait en début d'année 2009 avoir approché les 20%, pourcentage qui confirme indirectement l'importance des offres d'emploi des entreprises à capitaux étrangers fin 2007 qui s'élèveraient à 16,4% de l'offre totale (LSBB, 2008).

Figure 6. IDE et dépendance (1970-2007)



Sources : Bases de données en ligne du MOFCOM et de ZTZ.

Si on relie les facteurs précédents (voir figure 6) – à savoir la participation décroissante des IDE à la FBCF et un rôle croissant dans les recettes fiscales, la production industrielle, les exportations et l'emploi – on peut alors conclure que la dépendance de la Chine aux IDE est d'autant plus forte que la

¹⁰ Sont inclus dans ce chiffre ceux qui sont embauchés par des entreprises à capitaux chinois ultramarins qui, à strictement parler, sont des capitaux d'origine non chinoise.

rentabilité des investissements purement chinois (n'ayant pas fait d'aller-retour) est relativement faible et en baisse. Cette situation aggravée par une détérioration des termes de l'échange – dont les IDE attirés par les industries de main-d'œuvre en seraient à l'origine (Li et al., 2007) – explique que des capitaux chinois en mal de profits puissent aujourd'hui préférer faire un aller-retour ou encore investir dans d'autres économies qui, elles, seraient susceptibles de procurer des rendements plus élevés.

4. LES CARACTÉRISTIQUES DE L'INVESTISSEMENT DIRECT CHINOIS A L'ÉTRANGER

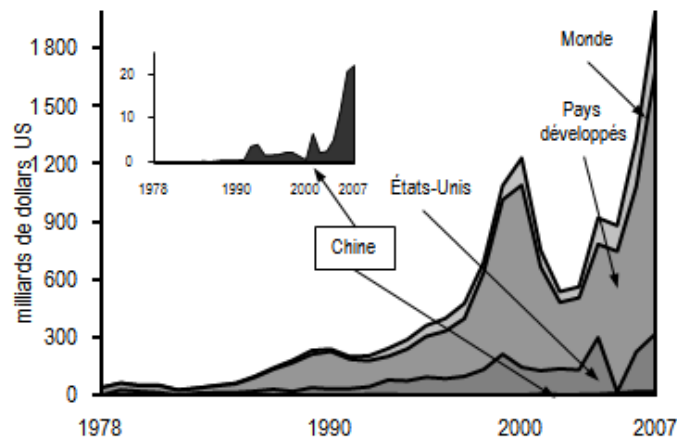
L'insertion chinoise dans l'économie mondiale par les investissements directs chinois (IDC) n'est apparue que très récemment et plus spécifiquement en 2005 quand un certain nombre d'affaires eurent un grand retentissement dans les médias¹¹. Devant l'émotion suscitée par de telles opérations, le gouvernement chinois désormais cherche souvent à emprunter une voie plus douce qui consisterait non plus à racheter des entreprises mais à investir dans des intermédiaires financiers : entrer par la porte de derrière (zou houmen) et jouer le rôle de l'actionnaire indirect. C'est ainsi qu'en mai 2007, la Chine a acquis, pour trois millions de dollars, dix pour cent de Blackstone – le plus gros fonds d'investissement états-unien qui s'est illustré par une entrée tonitruante en Bourse avant que son action ne perde 70% de sa valeur début 2009. Pour cette opération, le gouvernement chinois a mis en place une structure d'investissement ad hoc – un « fonds souverain » – chargée d'investir une petite partie (200 milliards de dollars) pris sur ses énormes réserves de devises (environ 2000 milliards de dollars en mars 2009). Mais l'histoire de Blackstone est particulièrement édifiante car elle devient, avec First Eastern, l'un des deux premiers fonds d'investissement occidentaux importants autorisés à créer en Chine des fonds chinois, non plus libellés en dollars, mais en renminbi. Avec Blackstone, la Chine non seulement fait appel à un des investisseurs les plus expérimentés mais encore à un investisseur qu'elle pourra au besoin favoriser et/ou contrôler. Ces péripéties suggèrent que l'histoire que décrit plus en détail l'ouvrage dirigé par Ilan Alon et John McIntyre (2007) ne fait que commencer.

Les chiffres d'IDC au niveau mondial sont retracés dans la figure 7. En 2007, 84,7% du flux des investissements directs sortants (IDS) sont le fait des économies développées, 14,2% le fait des économies en développement (Chine non comprise) et 1,1% le fait de la seule Chine – la part de l'investissement direct chinois (IDC) dans le total de l'investissement direct sortant a généralement été compris depuis 1978 dans la fourchette 0,2%-0,5% sauf en

¹¹ Parmi ces affaires, on notera que le rachat du parfumeur Marionnaud par le groupe hongkongais du milliardaire Li Ka-shing ne procède nullement de la logique présidant au rachat la même année par Lenovo de la division d'informatique personnelle d'IBM et moins encore de celle guidant la tentative avortée de rachat encore la même année d'une entreprise pétrolière états-unienne (Unocal) par une entreprise d'État chinoise (CNOOC). Autant la première affaire procède d'une recherche de nouveaux marchés d'autant plus ordinaire qu'elle est hongkongaise avant d'être chinoise, autant la deuxième est dans la logique d'une sous-traitance ayant évolué en la liquidation d'une activité à faible valeur ajoutée, autant la dernière peut apparaître comme une tentative non plus seulement économique, mais encore et avant tout politique, de maîtrise des sources d'énergie par un État étranger et souverain.

1985, 1992 et 1993 (1,0%, 1,9% et 1,8% respectivement). Il a de nouveau légèrement franchi le seuil des 1% en 2005, 2006 et 2007 (1,4%, 1,6% et 1,1% respectivement).

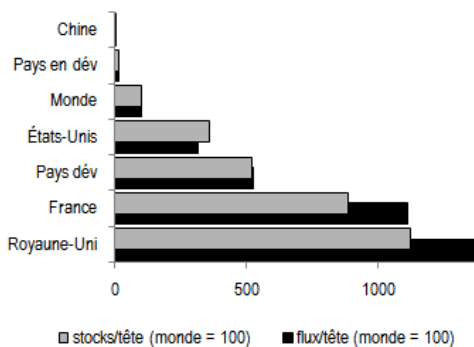
Figure 7. L'IDS dans le monde 1978-2007



Source : Base de données en ligne de la CNUCED.

Les années 2005 et 2007 ont été pour la Chine deux années historiquement importantes car les flux d'IDC ont respectivement dépassé le seuil des dix milliards de dollars et celui des cinquante milliards de dollars. De 2003 à 2007, le stock d'IDC a été multiplié par 3,6, passant de 33,2 à 117,9 milliards de dollars (ZTZ, 2009a). En définitive en 2007, le stock d'IDS constitué par les économies développées représente 83,6% de l'ensemble cumulé des IDS, la Chine se contentant de 0,6%. En 2005, 81% du stock d'IDC aurait été le fait d'entreprises d'État directement sous la tutelle de la Commission (chinoise) de gestion et de contrôle des actifs d'État.

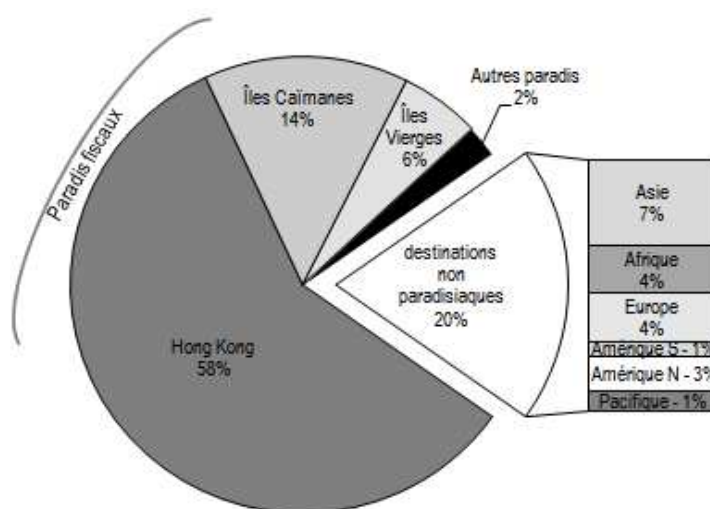
Figure 8. IDS : Stocks et flux par tête en 2007



Source : Base de données en ligne de la CNUCED.

Comparé à l'IDE que reçoit la Chine, l'IDC reste modeste non seulement en quantité absolue comme on vient de le voir mais aussi en quantité relative, les flux et les stocks d'IDC représentent en 2007 moins du tiers de leur contrepartie en IDE (respectivement 26,9% et 29,3%). De même, en termes de FBCF, l'IDS ne représente que 1,6% de l'investissement chinois contre 9,1% en moyenne pour les autres pays non développés. Rapportés à la population, les IDC sont des plus faibles (voir figure 8).

Figure 9. Stock d'IDC et paradis fiscaux en 2007



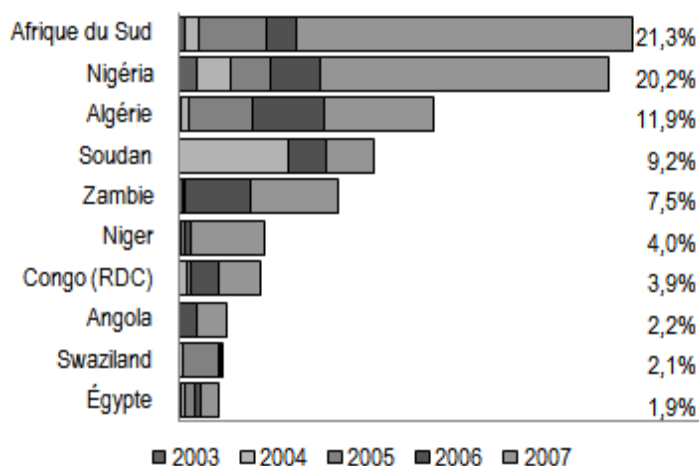
Sources : Base de données en ligne du MOFCOM et de ZTZ.

La destination de ces IDC rend toutefois assez mal compte de leur usage final. Il est généralement énoncé que l'Asie serait leur destination première. Cette observation sans être formellement fautive est pourtant trompeuse. Si en 2007, 63% des IDC sont destinés à des économies asiatiques, de fait près de 85% d'entre eux sont réservés à Hong Kong. Partant, le stock d'IDC « détenu » par la zone administrative spéciale représente à elle seule près de 60% du stock global d'IDC. Cette situation marque clairement le rôle de Hong Kong à la fois comme base ex-territorialisée pour les entreprises chinoises désireuses de lever des fonds soit pour développer leurs activités en Chine, soit pour mener à bien des acquisitions d'entreprises étrangères, soit encore pour se lancer dans des opérations de spéculation supposées lucratives jusqu'il y a peu. Ce dernier penchant est encore mieux dévoilé quand on constate que les IDC à destination de paradis fiscaux s'élèvent en 2007 à 70,4% des flux d'IDC et en constituent 80,4% des stocks (voir figure 9). En 2008, plus de 20% des flux d'IDC avaient un caractère financier (ZTZ, 2009b).

5. LES INVESTISSEMENTS DIRECTS DE LA CHINE EN AFRIQUE

Les autres destinations privilégiées par la Chine sont, selon l'importance du stock d'IDC fin 2007, les États-Unis, l'Australie, la Fédération de Russie, le Canada, la Corée du Sud et le Pakistan pour les pays ayant reçu plus d'un milliard de dollars. Parmi les vingt premiers pays destinataires des IDC, on compte trois pays africains même si l'Afrique ne reçoit que 3,7% du total de ceux-ci : le Nigéria, l'Afrique du Sud et le Soudan – pour les deux premiers, l'effort a surtout été net en 2007 – qui totalisent à eux seuls plus de la moitié (52,3%) du stock d'IDC en Afrique noire. Si on ajoute à cette liste l'Algérie, ce sont près des deux tiers (64,2%) que se partagent ces quatre pays (voir figure 10) (ZTZ, 2009b). Notons que d'une manière générale la Chine ne semble pas craindre les régions agitées ou à risque (Soudan, Zimbabwe, Angola...).

**Figure 10. Pays bénéficiaires de 85% du stock d'IDC
en Afrique fin 2007**



Sources : Bases de données en ligne du MOFCOM et de ZTZ.

Les statistiques détaillées chinoises disponibles (publiées en février 2009) ne vont pas au-delà de 2007 et ne permettent pas d'évaluer directement l'impact des IDC sur le stock d'IDE des pays africains ; les données de la CNUCED directement accessibles en ligne non plus. En croisant les unes avec les autres malgré leurs différences dans le mode de calcul, on peut éclairer la dissémination de l'IDC à travers 45 pays d'Afrique. La Chine n'a pas une politique essentiellement différente de celle de nombreux pays investisseurs, les principales destinations de ces investissements africains sont identiques (Afrique du Sud, Nigéria, Algérie, Soudan, Zambie, Angola). Ces pays, parce qu'ils disposent d'immenses réserves de matières premières, sont les premiers bénéficiaires des largesses de tous les investisseurs, partant le taux de participation en 2007 des IDE à leur FBCF peut être considérable : 69,6% au Nigéria, 35,6% en Zambie, 22,9% au Soudan...

Mais la Chine est aussi massivement présente dans des pays moins privilégiés par l'IDE comme le Niger qui arrive pour la Chine au sixième rang et pour le monde au quarante-quatrième rang des destinataires par le stock ; l'IDC contribue à 83,5% de l'IDE et le taux de participation des IDE à la FBCF reste faible (3,5% en 2007). C'est aussi la République démocratique du Congo – au septième rang chinois et au vingt-neuvième rang mondial ; la Chine contribue pour 16% au stock l'IDE et le taux de participation a été de 44,8% en 2007. La dépendance économique du Congo ex-belge pour son développement économique est non seulement considérable mais encore massivement liée à l'investissement chinois.

Toutefois l'engagement africain de la Chine ne se limite pas à ses investissements ; il apparaît également à travers les accords de coopération économique qui soutiennent directement la politique d'investissement chinoise. Ainsi, le Soudan, l'Algérie, le Nigéria et l'Angola se partagent plus de la moitié (56%) des sommes affectées à cette coopération. Il apparaît encore à travers les relations commerciales sino-africaines et la formation d'une « diaspora » chinoise (Goldstein et al., 2006).

« An astonishing invasion of Africa is now under way » s'écriait Andrew Malone dans un article du Daily Mail paru le 18 juillet 2008. Et de dénoncer pêle-mêle l'esclavage, le colonialisme et le travail de sape que mèneraient « secrètement » les Chinois. De fait, c'est bien plus l'image que la Chine donne d'elle-même que son rôle exact – même exagéré par sa propre taille – qui nourrit une certaine dramatisation en Occident. Les Chinois commencent à en être conscients comme Chen Gong (PDG du cabinet de conseil Anbound) qui écrivait, dans le *Matin* (Zao bao) le 25 novembre 2008, que la Chine devait arrêter d'agir comme un « dinosaure économique myope » (duanshi jingji konglong), qu'elle devait trouver sa « voie » (dao) dans ses rapports avec l'Afrique tout en respectant les « valeurs universelles » (pushi jiazhi).

6. LES TRANSFERTS DE TECHNOLOGIE : DES IDC PLUTÔT QUE DES IDE ?

La littérature économique sur le développement, restant dans la lignée des analyses de Turgot et d'Adam Smith, mettent le plus souvent l'accent sur le rôle moteur de l'épargne pour la constitution d'une richesse fondée sur l'accumulation de capitaux fixes. Elle observe dans les pays en voie de développement une grande pénurie d'épargne alors que des taux d'investissement de plus en plus élevés seraient indispensables pour garantir des taux de croissance même faibles. D'où une apologétique de l'investissement étranger.

Dans le cas de la Chine, où le taux d'épargne ces dernières années s'est maintenu autour de 50% du PIB, cette pénurie doit donc se concevoir moins en termes de quantité absolue ou relative qu'en termes institutionnels. Ronald McKinnon (1973) souligne que dans une économie fragmentée¹², les agents

¹² Huang Yasheng (2003, pp. 143-148 et 260-302) fait de la fragmentation de l'économie chinoise un des points centraux de son analyse — même s'il ne semble pas aborder cet aspect sous l'angle directement financier comme McKinnon.

économiques sont réduits à s'autofinancer et donc sont condamnés à une accumulation préalable faute de marchés financiers organisant une intermédiation entre détenteurs de capitaux « oisifs » et investisseurs. Dans le système financier chinois, les banques accordent une place privilégiée dans leur portefeuille aux emprunteurs à la réputation bien établie, et aux entreprises commerciales qui ont connu une longue période de stabilité – en d'autres termes aux grandes entreprises totalement ou partiellement à capitaux d'État. Il n'y a donc que peu d'incitation à prêter à de nouveaux entrepreneurs dont les projets d'investissement sont souvent plus risqués. Aussi, comme le secteur bancaire d'État est dans une position quasi monopolistique (voir tableau 3) et n'a aucunement le droit de percevoir une prime de risque nécessaire au financement de projets plus risqués, le crédit s'en trouve rationné contraignant la grande majorité des agents économiques à s'autofinancer, voire à se financer auprès du secteur informel.

Tableau 3. Financement de l'activité (%)

	Crédit bancaire	Dettes publique	Dettes d'entreprise	Bourse
2001	75,9	15,7	0,9	7,6
2002	80,2	14,4	1,4	4,0
2003	85,1	10,0	1,0	3,9
2004	82,9	10,8	1,1	5,2
2005	80,2	9,8	6,6	3,4
2006	82,0	6,7	5,7	5,6
2007	78,7	3,6	4,6	13,1
2008	83,1	1,7	9,1	6,1

Source : Banque populaire de Chine [www.pbc.gov.cn/huobizhengce].¹³

En Chine, où l'économie est relativement fragmentée et relativement monétarisée¹⁴, le recours au secteur informel permet de lutter contre la pénurie institutionnalisée de l'épargne en même temps qu'elle illustre une abondance quantitative certaine de l'épargne. Dans des économies encore plus fragmentées et encore moins monétarisées, dont de surcroît l'appareil statistique reste embryonnaire, la pénurie apparente d'épargne risque d'occulter les disponibilités effectives. En ce sens le rôle effectif de l'IDE ne serait pas tant de fournir des capitaux (la Chine en « regorge » comme nous venons de le suggérer) que de créer des pôles d'attraction permettant le mouvement des capitaux d'un secteur à l'autre, d'une forme d'épargne à une autre... soit, donc, combattre la fragmentation de l'économie. À cet égard, la pratique du *round-tripping* évoquée plus haut n'est qu'une manifestation de cette nécessité. Plutôt qu'une abondance d'« épargne », ce serait donc un mode d'organisation et de gestion de l'économie que générerait l'IDE – ce qui, partant, explique à son tour le faible recours aux technologies les plus avancées. Cette conclusion n'est pas

¹³ Nous remercions Lin Yue qui nous a indiqué cette référence.

¹⁴ Formellement, l'économie chinoise apparaît fortement monétarisée (M2/PIB = 158% en 2008) mais la forme même de cette monétarisation révèle que celle-ci est d'abord et essentiellement urbaine.

originale puisqu'elle rejoint une remarque que faisait déjà en son temps Arthur Lewis (1955[1967]).

Certains auteurs (Borensztein et al., 1998) ont montré que l'IDE s'appuyant sur des techniques avancées apparaissait plus productif que l'investissement domestique lorsque l'introduction de ces techniques pouvait reposer sur une main-d'œuvre locale suffisamment formée. Que le pays hôte puisse pleinement s'appropriier ces techniques paraît encore mal fondé dans le contexte chinois actuel (Qian et Yuan, 2009 ; Gong et Guo, 2009). Comme de surcroît l'objectif de la plupart des investisseurs étrangers est bien de jouir des « avantages comparatifs » de la Chine (main-d'œuvre bon marché...), leur choix en grande majorité n'est pas de recourir à de telles techniques mais de leur préférer des techniques moins avancées et amorties recourant à de la main-d'œuvre même peu formée (Li et al., 2007)¹⁵. Dans ce contexte, le recours de la Chine à l'investissement dans des pays étrangers peut offrir une solution de remplacement – à l'instar d'autres pays en voie de développement (BCG, 2009). Il s'agit d'un processus dit *asset-seeking* par opposition à *asset-exploitation*¹⁶. Le modèle ici n'est donc pas celui de ses relations avec l'Afrique où la Chine investit relativement peu (3,7% de son investissement à l'étranger, voir supra) et utilise des techniques sinon désuètes du moins déjà anciennes¹⁷ pour importer des matières premières africaines qui, transformées sur son territoire, sont finalement consommées par les pays occidentaux. Le modèle de cet investissement chinois à la recherche de techniques avancées est bien plutôt celui des fusions-acquisitions : 85% des capitaux chinois investis à l'étranger en 2006 auraient eu pour objet des fusions-acquisitions dont les deux tiers viseraient des entreprises nord-américaines ou européennes (OCDE, 2008). Ainsi de l'offre d'achat de Volvo par le groupe privé chinois Geely¹⁸. Même si cela peut paraître peu, la Chine investit de plus en plus en R&D à l'étranger y consacrant plus de 300 millions de dollars en 2007. De ce point de vue, l'investissement direct chinois à l'étranger sonne un peu comme le défi de Lagardère : si les techniques avancées ne viennent pas à la Chine par l'IDE, la Chine viendra à elles par ses investissements à l'étranger !

¹⁵ Ce raisonnement vaut aussi bien pour ceux qui exportent leur production hors de Chine que pour ceux qui vendent sur le territoire chinois.

¹⁶ Pour reprendre le titre de l'article de Makino, Lau et Yeh (2002) étudiant les stratégies d'investissement à l'étranger des pays nouvellement industrialisés.

¹⁷ Pour le cas de l'exploitation pétrolière en Afrique, voir Yao Guimei (2006). Nous remercions Raphaël Rossignol pour cette référence.

¹⁸ Il faut remarquer ici que la valeur d'une transaction n'est pas significative de l'importance technologique d'une fusion-acquisition, un tableau de l'investissement sectoriel par nombre d'opérations serait sans doute plus opportun qu'un tableau des montants investis tel que les donne le ministère chinois du commerce.

REFERENCES

- Alon I. et McIntyre J. (eds) (2007), *Globalization of Chinese Enterprises*, Basingstoke ; New York : Palgrave Macmillan.
- Borensztein E., De Gregorio J., and Lee J-W. (1998), How Does Foreign Direct Investment Affect Economic Growth?, *Journal of International Economics*, 45(1), 115-135.
- BCG (Boston Consulting Group) (2009), *The 2009 BCG 100 New Global Challengers: How Companies from Rapidly Developing Economies Are Contending for Global Leadership*, Boston, BCG.
[www.bcg.com/publications/files/The_2009_BCG_100_New_Global_Challengers_Jan_2009.pdf].
- CE (CE.cn) (2002), [gov.ce.cn/home/gwygb/2002/22/200606/02/t20060602_7196419.shtml].
- Chen K. (2009), Zhongguo liyong FDI de jingying fangshi xuanze ji jishu yichu xiaoying yanjiu [Étude du mode d'emploi des IDE en Chine et de leur essaimage], *Nandu xuetan (renwen shehui kexue xuebao)* [Forum universitaire Nandu (revue des sciences sociales et humaines)], 29(2), p. 128-131.
- CNUCED, Base de données en ligne,
[stats.unctad.org/fdi/ReportFolders/ReportFolders.aspx?CS_referer=&CS_ChosenLang=fr].
- CNUCED (2004), *World Investment Report 2004 - The Shift Towards Services*, New York/Genève, CNUCED.
- CNUCED (2008), *World Investment Report 2008 - Transnational Corporations and the Infrastructure Challenge*, New York/Genève: CNUCED.
- Deng L. (2009), FDI yichu, chukou daoxiang xiaoying yu chuangxin xiaoying [Effet d'entraînement de l'IDE, exportation et innovation], *Caijing kexue* [Sciences économiques et financières], 256, 2009(7), p. 95-101.
- Dollar D. and Wei S.-J. (2007), Das (Wasted) Kapital: Firm Ownership and Investment Efficiency in China, *IMF Working Paper* 07/09.
- Guariglia A. and Poncet S., (2006), Could financial distortions be no impediment to economic growth after all? Evidence from China, *Journal of Comparative Economics*, 36(4), p. 633-657.
- Goldstein A. et al. (2006), *The Rise of China and India: What's in it for Africa?*, Paris: OECD Publishing.
- Gong Y. et Guo F. (2009), Duiwai zhijie touzi dui chanye jishu jinbu de yingxiang [Influence de l'IDE sur l'évolution technique des branches], *Zhongnan daxue xuebao (Shehui kexue ban)*, *Revue de l'Université du Centre-Sud (Sciences sociales)*, 15(3), juin, p. 378-384.
- GTJ (Bureau national de statistiques) (2006), *2006 nian Zhongguo laodong tongji nianjian* (Annuaire statistique chinois du travail 2006).
[www.stats.gov.cn/tjsj/ndsj/laodong/2006/html/03-01.htm,
www.stats.gov.cn/tjsj/ndsj/laodong/2006/html/06-01.htm] (en chinois).

- GTJ (2008), *Zhongguo tongji nianjian 2008* (Annuaire statistique de Chine 2008).
[www.stats.gov.cn/tjsj/ndsj/2008/html/C0225c.htm, www.stats.gov.cn/tjsj/ndsj/2008/html/R1714c.htm] (en chinois).
- Héricourt J. et Poncet S. (2007), FDI and credit constraints: firm level evidence in China, *CEPII Working Papers*.
- Huang Y. (2003), *Selling China: Foreign Direct Investment During the Reform Era*, New York: Cambridge University Press [2007].
- Huchet J.-F., Richet X., Ruet J. (eds.) (2007), *Globalisation of Firms in China, India and Russia. Emergence of National Groups and Global Strategies of Firms*, New Delhi: Academic Foundation.
- Huchet J.-F. et Richet X. (2002), Between Bureaucracy and Market: Chinese Industrial Groups in Search of New Forms of Corporate Governance, *Journal of Post-Communist Economies*, 14(2), p. 170 – 201.
- Jiang Y. (2007), “Daguo zeren” de tiaozhan [Le défi de la « responsabilité des grands pays »], *Liaowang* [Outlook], 2007(41), p. 29-31.
- Jin B. (2006), Woguo waizi bingou zhengce suibu wanshan [L’amélioration progressive des mesures en faveur des F&A par des capitaux étrangers], http://www.fdi.gov.cn/pub/FDI/wzyj/zcfgyj/t20061013_64882.htm.
- Lewis A. (1955), *La théorie de la croissance économique*, Payot, Paris (Rééd. 1967).
- Li H., Huang P. and Li J. (2007), China's FDI Net Inflow and Deterioration of Terms of Trade: Paradox and Explanation, *China & World Economy*, 15(1), p. 87-95.
- Liu Y. (2009), Jiyu PanelData moxing de woguo gongye hangye FDI jishu yichu xiaoying fenxi [Analyse de l’effet d’entraînement de l’IDE sur l’industrie chinoise à parti de données de panel], *Zhongguo guanli xinxihua* [Informatisation de la gestion en Chine], 12(9), p. 80-81.
- Liu Y. et Wang J. (2009), Nei wai zi qiye ziben jiegou chayi bijiao yanjiu [Comparaison de la structure du capital entre entreprises à capitaux chinois et celles à capitaux étrangers], *Dongbei caijing daxue xuebao* [Revue de l’université d’économie du Dongbei], n°64, 2009(4), p. 25-29.
- LSBB (Laodong shehui baozhang bu = ministère du Travail et de la sécurité sociale) (2008).
[www.molss.gov.cn/gb/zwxx/2008-01/22/content_222087.htm] (en chinois).
- McKinnon R. (1973), *Money and Capital in Economic Development*, Washington D.C., The Brookings Institution.
- Ma Y. (2009), Waimao xingshi bianhua he yuce (Évolution et perspectives de la situation commerciale extérieure)
[funds.hexun.com/2009-03-28/116140684.html] (en chinois).

- Makino S., Lau C. et Yeh R. (2002), Asset-Exploitation versus Asset-Seeking: Implications for Location Choice of Foreign Direct, *Journal of International Business Studies*, 33(3), p. 403-421.
- Investment from Newly Industrialized Economies - MOFCOM [Shangwu bu = Ministry of Commerce] base de données statistiques.
[zhs.mofcom.gov.cn/tongji.shtml] (en chinois).
- OCDE (2008), *OECD Investment Policy Reviews: China 2008*.
[browse.oecdbookshop.org/oecd/pdfs/browseit/2008071E.PDF].
- Pairault T. (2001), Droit de propriété et réforme du secteur d'État, *Études chinoises*, XX(1-2), p. 7-40.
- Pairault T. (2004), L'affaire Sun Dawu : Codification des droits réels et microfinance en Chine, *Mondes en développement*, 128(4), p. 25-40.
- Qian J. et Yuan Z. (2009), Waishang zhijie touzi dui woguo jishu yichu xiaoying de fenxi [Analyse de l'essaimage technique résultant de l'IDE en Chine], *Jianghuai luntan* [Forum du Jianghuai], 3.
- Ravallion M. (2008), Are There Lessons for Africa from China's Success against Poverty?, *The World Bank Policy Research Working Paper*, 4463.
- Ravallion M. and Chen S. (2007), China's (uneven) Progress against Poverty, *Journal of Development Economics*, 82, 1-42.
- Richet X. (2008), The Chinese Automobile Industry: Cooperation and Growth, in Wang et Huchet (2008), p. 242-260.
- Smith A. (1776), *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*, d'après l'édition de Edwin Cannan, Londres: Methuen & Co., 1904, liv. 2, [www.econlib.org/library/Smith/smWN8.html].
- Tang J. et Chen D. (2009), Jinrong fazhan yu jinrong yueshu [Contraintes et développement financiers], *Caijing jingji* [Économie et finances], 2009(5), p. 5-11.
- Tian M (2008), "Jiawaizi": xiankuang, weihai, chengyin yu duice [« Faux IDE » : bilan, danger, causes et contremesures], *Wuhan daxue xuebao (zhexue shehui kexue ban)* [Revue de l'université de Wuhan (Philosophie et sciences sociales)], 61(1), p.11-17.
- Wang H. (2008), Jili qiche de chuangxin zhi lu [La voie de l'innovation chez Geely], in Wang et Huchet (2008), p. 95-115.
- Wang W. et Huchet, J.-F. (éd.) (2008), *Chinese Firms in the Era of Globalisation*, Beijing: Development Press of China.
- Wang Y. et Pan Y. (2009), FDI dui chengxiang jumin shouru yingxiang de fenxi — yi Zhejiang wei li [Influence de l'IDE sur le revenu des citoyens et des ruraux : le cas du Zhejiang], *Zhejiang Jinrong* [La finance au Zhejiang], 2009(5), p. 36-37.
- Xiao G. (2004), People's Republic of China's round-tripping FDI: scale, causes, and implications », Manila: Asian Development Bank.

- Xu H. et Lu X. (2008), Waishang zhijie touzi dui jishu chuangxin nengli de yingxiang xiaoying [L'effet de l'IDE sur la capacité à l'innovation technique], *Caijing lilun yu shijian* [Théorie et pratique financières et économiques], 29(155), p. 88-93.
- Yao G. (2006), Zhongguo yu Feizhou de shiyou hezuo [La coopération sino-africaine en matière pétrolière], *Guoji shiyou jingji* [Économie internationale du pétrole], 14(11), p. 32-36.
- Zhang J. et al. (éds) (2005), *Zhongguo zhongxiao qiye fazhan baogao* [Rapport sur le développement des PME en Chine], Beijing: Shehui kexue wenxian chubanshe.
- Zhang G. et Zhou J. (2009), FDI dui chengxiang shouru bu jundeng yingxiang de shizheng yanjiu [Analyse du rôle inégalitaire due l'IDE sur les revenus urbains et ruraux], *Caijing Kexue* [Sciences économique et financière], n°251, 2009(2), 88-95.
- Zhang H. et Liu H. (2004), Waizi yichu xiaoying yu jingzheng xiaoying dui zhonnguo gongye bumen de yingxiang [Effet d'entraînement et compétitivité résultant de l'IDE dans le secteur industriel chinois], *Guoji maoyi wenti* [Problèmes de commerce international], 2004(3), p. 76-81.
- Zhang K. (2006), Does International Investment Help Poverty Reduction in China?, *Chinese Economy*, 39(3), p. 79-90.
- Zheng Y., Zhang Y. et Wu L. (2009), Jiyu wucha xiuzheng moxing (ECM) fenxi zai Hua FDI de jishu jinbu xiaoying [Étude de l'effet de l'IDE en Chine sur le progrès technique avec un modèle à correction d'erreurs], *Xiandai shangye* [Le commerce moderne], 2009(18), p. 210-211.
- Zeng Z. et Yue Y. (2009), Liyan jirong zhongxin duihua fancheng touzi wenti tanxi [Étude du round-tripping en provenance des centres financiers off-shore], *Caijing lilun yu shijian* [Théorie et pratique de la finance et de l'économie], 30(159), p. 44-47.
- ZTZ [Zhongguo touzi zhinan = Invest in China] base de données statistiques (en chinois) dépendant du MOFCOM.
[www.fdi.gov.cn/pub/FDI/wztj/default.htm]
- ZTZ (2006), [fdi.gov.cn/pub/FDI/zcfg/zh/wstzfg/t20060619_47677.jsp].
- ZTZ(2008), [www.fdi.gov.cn/pub/FDI/wztj/Intjsj/wstzsj/2007nzgwztj/t20081110_99072.htm, www.fdi.gov.cn/pub/FDI/wztj/Intjsj/wstzsj/2007nzgwztj/t20081110_99073.htm, www.fdi.gov.cn/pub/FDI/wztj/Intjsj/wstzsj/2007nzgwztj/t20081110_99074.htm] (en chinois).
- ZTZ (2009a), [www.fdi.gov.cn/pub/FDI/wztj/jwztj/t20090225_102473.htm] (en chinois).
- ZTZ (2009b), [www.fdi.gov.cn/pub/FDI/wztj/jwztj/t20090225_102467.htm] (en chinois).
- ZW (Zhongguo wang) (2002), [www1.china.com.cn/chinese/PI-c/232837.htm].

**DIRECT INVESTMENT INTO
AND FROM CHINA: AN ASSESSMENT**

***Abstract** – This paper describes inward and outward stocks and flows of Chinese direct investment, and assesses what they might disclose about the current process of economic development. More particularly, it shows the difficulties met with by the Chinese economy in acquiring the high technology standards it seeks.*